

PRINCIPALES ACTIVITES PAR SECTEUR

a) LE SECTEUR DE SOUVERAINETE

Au cours de l'année 2008, ce secteur a connu une activité normative importante.

AU TITRE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Il convient de signaler ce qui suit :

- Promulgation de l'ordonnance relative au membre du parlement (JO N° 49, 58).
- Promulgation de la loi portant révision constitutionnelle (JO N° 63).
- Mesures de grâce à l'occasion de la journée de la Femme (JO N° 13).
- Mesures de grâce à l'occasion de la commémoration du quarante-sixième (46ème) anniversaire de la fête de l'indépendance et à l'occasion de la célébration de l'Aïd El Adha au profit des détenus ayant obtenu des diplômes d'enseignement ou de formation (JO N° 38, 70).
- Fin de fonctions du Chef du Gouvernement et de membres du Gouvernement (JO N° 35).
- Nomination du Chef du Gouvernement et de membres du Gouvernement (JO N° 35).
- Fin de fonctions du Chef du Gouvernement (JO N° 64).
- Nomination du Premier ministre et des membres du Gouvernement (JO N° 64).
- Délégation au Premier ministre de présider les réunions du Gouvernement (JO N° 64).
- Mesures de grâce totale de la peine (JO N° 38).
- Convocation du Parlement en ses deux chambres réunies (JO N° 62).

AU TITRE DU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT **(LA DIRECTION GENERALE DE LA FONCTION PUBLIQUE)**

L'activité normative s'est caractérisée par la publication de textes portant :

- Dispositions applicables du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques (JO N° 3).
- Dispositions applicables du statut particulier des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs (JO N° 3).

- Fixation des conditions de nomination au poste supérieur de chef de bureau de l'administration centrale et la bonification indiciaire y afférente (JO N° 5).
- Mesures transitoires d'application du décret présidentiel n° 07-304 du 29 septembre 2007 fixant la grille indiciaire des traitements et le régime de rémunération des fonctionnaires (JO N° 9).
- Attribution d'une indemnité forfaitaire compensatrice au profit de certains fonctionnaires et agents publics relevant des institutions et administrations publiques (JO N° 11).
- Fixation de la composition du dossier administratif, les modalités d'organisation des recrutements des agents contractuels ainsi que la procédure de publicité (JO N° 25).
- Fixation de la composition, les modalités de désignation des membres de la commission paritaire consultative de discipline des agents contractuels et son fonctionnement (JO N° 52).

AU TITRE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL:

Il convient de signaler ce qui suit :

- Remplacement d'un député à l'Assemblée populaire nationale (JO N° 9).
- Renouvellement de la composition de la commission paritaire compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du Conseil constitutionnel (JO N° 49).
- Avis relatif au projet de loi portant révision constitutionnelle (JO N° 63).

AU TITRE DU CONSEIL DE LA NATION:

Il convient de signaler ce qui suit :

- Désignation de membres du Conseil de la Nation (JO N° 61).

AU TITRE DES SERVICES DU PREMIER MINISTERE:

L'activité normative s'est caractérisée par la publication de textes portant :

- Fixation des droits et obligations des travailleurs exerçant des fonctions supérieures de l'Etat (JO N° 24).
- Autorisant aux membres du Gouvernement à déléguer leur signature (JO N° 67).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE:

L'activité normative de ce secteur s'est caractérisée par la publication de textes portant :

- Création et missions du service central de police judiciaire des services militaires de sécurité du ministère de la défense nationale (JO N° 8).
- Fixation du statut-type des établissements publics à caractère industriel et commercial relevant du secteur économique de l'Armée nationale populaire (JO N° 17).
- Fixation des conditions de recrutement des officiers de carrière de l'Armée nationale populaire (JO N° 24).
- Création de l'école de police judiciaire de la gendarmerie nationale (JO N° 27).
- Les modalités d'application des dispositions relatives à la période de rendement des militaires après formation (JO N° 34).
- Fixation des attributions, la composition et règles régissant le fonctionnement du conseil d'enquête compétent à l'égard des militaires de carrière (JO N° 34).
- Fixation des attributions, la composition et règles régissant le fonctionnement du conseil de discipline compétent à l'égard des sous-officiers contractuels (JO N° 34).
- Fixation des attributions, la composition et règles régissant le fonctionnement du conseil de discipline compétent à l'égard des hommes du rang contractuels (JO N° 34).
- Fixation de l'aptitude médicale au service, au sein de l'Armée nationale populaire (JO N° 42).
- Création de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat (JO N° 42).
- Dispositions réglementaires applicables aux écoles des Cadets de la Nation (JO N° 62).
- Création d'une école des Cadets de la Nation en 2ème région militaire (JO N° 62).
- Composition nominative des membres de la commission nationale des points hauts (JO N° 57).
- Renouvellement du détachement d'une enseignante relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique auprès de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat, au titre de l'année universitaire 2007-2008 (JO N° 5).
- Ouverture d'une filière en formation post-graduée spécialisée et fixant le nombre des places pédagogiques ouvertes à l'école militaire polytechnique, 1ère région militaire pour l'année universitaire 2007 – 2008 (JO N° 47).
- Ouverture de filières et d'options en magistère à l'école militaire polytechniques, 1ère région militaire et fixant le nombre des places pédagogiques ouvertes pour l'année universitaire 2007 -2008 (JO N° 47).
- Détachement d'un magistrat militaire (JO N° 58).

- Modification de la fiche technique des effets d'habillement dans la collection des tenues des personnels de la direction générale de la sûreté nationale (JO N° 57).
- Homologation des nouveaux effets d'habillement introduits dans la collection des tenues des personnels de la direction générale de la sûreté nationale (JO N° 57).
- Homologation des tenues et attributs des personnels de la direction générale des douanes (JO N° 58).
- Homologation du polo des personnels de la direction générale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion (JO N° 58).
- Fixation des conditions et des modalités d'attribution de la pension mensuelle prévue au titre de l'indemnisation des dommages corporels subis suite à un acte de terrorisme ou à un accident survenu dans le cadre de la lutte antiterroriste (JO N° 13).

AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES:

L'activité normative de ce secteur s'est caractérisée par :

1- la ratification de nombreuses conventions internationales, notamment :

- Ratification de l'accord relatif aux services de transport aérien entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République française, signé à Paris le 16 février 2006 (JO N° 7).
- Ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République française sur l'exemption réciproque de visas de court séjour pour les titulaires d'un passeport diplomatique, signé à Alger le 10 juillet 2007 (JO N° 7).
- Ratification de l'accord de coopération économique et technique entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de Roumanie, signé à Alger le 13 janvier 2003 (JO N° 8).
- Ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République tunisienne sur la reconnaissance réciproque, l'utilisation et la conversion des permis de conduire, signé à Alger le 5 août 2007 (JO N° 9).
- Ratification du protocole à l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres d'une part, et la République algérienne démocratique et populaire d'autre part, visant à tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque, fait à Luxembourg, le 24 avril 2007 (JO N° 19).

- Ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif à l'octroi d'un prêt par le Gouvernement du Royaume de Belgique au Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire, signé à Alger le 21 novembre 2007 (JO N° 12).
- Ratification de la convention d'extradition entre la République algérienne démocratique et populaire et le Royaume d'Espagne, signée à Alger le 12 décembre 2006 (JO N° 14).
- Ratification de l'accord de coopération dans le domaine de la protection des végétaux et de la quarantaine végétale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République tunisienne, signé à Alger le 5 août 2007 (JO N° 14).
- Ratification de l'accord entre la République algérienne démocratique et populaire et la République italienne relatif au gazoduc entre l'Algérie et l'Italie via la Sardaigne (GALSI), signé à Alghero (Italie) le 14 novembre 2007 (JO N° 14).
- Ratification de la convention de partenariat entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la république française ainsi que son protocole administratif et financier relatif aux moyens de la coopération, signés à Alger le 4 décembre 2007 (JO N° 15).
- Ratification des statuts de l'association des pays africains producteurs de diamants, adoptés à Luanda (Angola) le 4 novembre 2006 (JO N° 31).
- Ratification du traité d'amitié et de coopération entre la République algérienne démocratique et populaire et la République de Turquie, signé à Alger le 23 mai 2006 (JO N° 31).
- Ratification de l'accord de coopération financière entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Cuba, signé à Alger, le 21 octobre 2007 (JO N° 31).
- Ratification de la convention entre la République algérienne démocratique et populaire et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Alger le 12 novembre 2007 (JO N° 33).
- Ratification de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Ukraine relatif à la coopération dans le domaine de la recherche et de l'utilisation de l'espace extra atmosphérique à des fins pacifiques, signé à Alger le 5 décembre 2007 (JO N° 35).
- Ratification de l'accord-cadre de coproduction et de coopération cinématographiques entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République française, signé à Alger le 4 décembre 2007 (JO N° 64).
- Ratification de l'accord de coopération dans le domaine du transport maritime entre la République algérienne démocratique et populaire et la République portugaise, signé à Alger le 22 janvier 2007 (JO N° 65).

- Ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Alger le 6 janvier 2008 (JO N° 65).
- Ratification de la convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Koweït, en vue d'éviter les doubles impositions et prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée au Koweït le 31 mai 2006 (JO N° 66).
- Ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République populaire de Chine relatif au transport aérien civil, signé à Pékin le 6 novembre 2006 (JO N° 66).
- Organisation de l'administration centrale du ministère des affaires étrangères (JO N° 29).
- Création, au ministère des affaires étrangères, de la commission du personnel compétente à l'égard des administrateurs, des traducteurs interprètes, de certains corps des filières informatique et documentation archives et des assistants administratifs (JO N° 30).
- Renouvellement de la composition de la commission paritaire compétente à l'égard des corps des transmissions nationales en activité au ministère des affaires étrangères (JO N° 30).
- Renouvellement de la composition des commissions des personnels compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère des affaires étrangères (JO N° 30).
- Organisation d'un concours sur épreuves pour le recrutement de secrétaires diplomatiques (JO N° 60).
- Organisation d'un concours sur épreuves pour le recrutement d'attachés diplomatiques (JO N° 60).
- Renouvellement de la composition des commissions des personnels compétentes à l'égard des corps diplomatiques et consulaires du ministère des affaires étrangères (JO N° 61).

Ministre Délégué des Affaires Maghrébines et Africaines :

- Composition du cabinet du ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires maghrébines et africaines (JO N° 45).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE:

L'activité normative s'est caractérisée par la publication de textes portant:

- Organisation et ouverture du cinquième concours national pour l'accès à la profession de traducteur interprète officiel (JO N° 12).

- Ouverture d'un concours national pour le recrutement d'élèves magistrats au titre de l'année 2008 (JO N° 1).
- Approbation du code de procédure civile et administrative (JO N° 21).
- Création de la commission nationale du droit international humanitaire (JO N° 29).
- Fixation des modalités de déroulement de la carrière des magistrats et leur rémunération (JO N° 57).
- Fixation des modalités de déroulement de la carrière des magistrats et leur rémunération (Rectificatif) (JO N° 62).
- Approbation du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire (JO N° 30).
- Fixation des conditions d'accès, d'exercice et de discipline de la profession de notaire et les règles de son organisation (JO N° 45).
- Fixation des honoraires du notaire (JO N° 45).
- Fixation des modalités de la tenue et de la vérification de la comptabilité du notaire (JO N° 45).
- Fixation des conditions et modalités de gestion et de conservation des archives notariales (JO N° 45).
- Organisation et fonctionnement de l'office national de lutte contre la contrebande (rectificatif) (JO N° 60).
- Approbation du statut particulier des personnels des greffes de juridictions (JO N° 73).
- Désignation des membres de la commission de l'aménagement des peines (JO N° 14).
- Nomination des membres du comité interministériel de coordination des activités de rééducation et de réinsertion sociale des détenus (JO N° 55).
- Désignation des membres de la commission nationale du droit international humanitaire (JO N° 58).
- Désignation des membres de la commission de l'aménagement des peines (JO N° 62).
- Nomination des membres du conseil d'administration de la résidence des magistrats (JO N° 70).
- Fixation de la liste des fournitures et services spécifiques destinés au ministère de la justice dont la nature ne nécessite pas le recours à un appel d'offres (JO N° 25).

- Fixation des procédures et des modalités d'élaboration et d'exécution du plan de sûreté interne des établissements pénitentiaires (JO N° 26).

AU TITRE DU MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES LOCALES:

Au cours de cette année, l'activité normative s'est caractérisée par la publication de textes portant :

- Promulgation de la loi relative aux conditions d'entrée, de séjour et de circulation des étrangers en Algérie (JO N° 36).

- Exécution du recensement général de la population et de l'habitat de 2008 (JO N° 15).

- Création, missions et organisation de l'hôpital de la sûreté nationale (JO N° 24).

- Fixation des conditions de détachement des élus locaux et les indemnités qui leur sont allouées (JO N° 39).

- Délimitation du périmètre de protection de l'aéroport international d'Alger Houari Boumediène et du port d'Alger (JO N° 67).

- Fixation du taux de prélèvement sur les recettes de fonctionnement des budgets des wilayas (JO N° 19).

- Création des commissions paritaires des personnels du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (JO N° 40).

- Fixation des caractéristiques techniques du passeport spécial pour le pèlerinage aux lieux saints de l'Islam et les conditions de son établissement et de sa délivrance pour la campagne Hadj 1429 correspondant à 2008 / 2009 (JO N° 42).

- Fixation de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (JO N° 73).

- Déclaration d'utilité publique de l'opération d'expropriation relative à la réalisation de la ligne ferroviaire reliant Saïda à Mouley Slissen (wilaya de Sidi Bel Abbès) (JO N° 7).

- Placement en position d'activité, auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales, de certains corps spécifiques du ministère de la santé et des affaires sociales (JO N° 25).

- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-075 intitulé "Fonds d'indemnisation des victimes du terrorisme" (JO N° 23).

- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-112 intitulé "Fonds d'indemnisation des victimes et des ayants droit des victimes des événements ayant accompagné le mouvement pour le parachèvement de l'identité nationale et la promotion de la citoyenneté" (JO N° 23).

- Fixation du taux de participation des wilayas et des communes au fonds de garantie des impositions des wilayas et communes (JO N° 19).
- Fixation du le taux de prélèvement sur les recettes de fonctionnement des budgets des communes (JO N° 19).
- Placement en position d'activité auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales de certains corps spécifiques au ministère de l'éducation nationale (JO N° 72).
- Déclaration de l'état de catastrophe naturelle dans les wilayas d'Adrar, Béchar, Tiaret, El Bayadh, Aïn Defla et Naâma (JO N° 58, 63).
- Déclaration de zones sinistrées dans les wilayas d'Adrar, Béchar, Tiaret, El Bayadh, Aïn Defla et Naâma (JO N° 63).

AU TITRE DU MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT:

Il convient de souligner la publication de textes portant :

- Nomination des membres du comité sectoriel permanent de la recherche scientifique et du développement technologique auprès du ministère des relations avec le Parlement (JO N° 8).
- Renouvellement de la composition de la commission paritaire compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère des relations avec le Parlement (JO N° 30).
- Renouvellement de la composition de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère des relations avec le parlement (JO N° 45).

b) LE SECTEUR FINANCES ET ECONOMIE

Le secteur des finances a procédé à la publication de textes législatifs et réglementaires importants entrant dans le cadre de la politique économique notamment ceux portant :

- Transfert de crédits au budget de fonctionnement de l'Etat des différentes institutions et ministères pour l'année 2007 (JO N° 1).
- de crédits au sein du budget de fonctionnement de l'Etat des différentes institutions et ministères pour l'année 2007 (JO N° 1).
- Répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2007 (JO N° 1).
- Création et virement d'un chapitre et virement de crédits au sein du budget de fonctionnement de l'Etat des différentes institutions et ministères pour l'année 2007 (JO N° 1).
- Fixation des modèles des imprimés à utiliser en matière de formalités de publicité foncière et de bordereaux d'inscription d'hypothèque et de son renouvellement (JO N° 17).

- Fixation de la liste nominative des membres du conseil national des assurances (JO N° 3).
- Fixation de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de la direction générale du domaine national (JO N° 3).
- Fixation de la forme et le contenu de la déclaration des éléments relatifs à la valeur en douane (JO N° 5).
- Composition des commissions paritaires des personnels de l'inspection générale des finances appartenant aux corps communs, aux corps spécifiques de l'administration chargée des finances et aux corps des ouvriers professionnels, conducteurs d'automobile et appariteurs (JO N° 30).
- Ouverture du bureau de douane de Béjaïa - Contentieux (JO N° 5).
- Approbation de la loi de finances complémentaire pour 2008 (JO N° 42, 58).
- Approbation des conditions et des modalités de concession des terrains relevant du domaine privé de l'Etat destinés à la réalisation de projets d'investissement (JO N° 66, 49).
- Promulgation de la loi domaniale (JO N° 44).
- Promulgation de la loi de finances pour l'année 2009 (JO N° 74).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, de l'Etat des différentes institutions et ministères pour l'année 2008 (JO N° 6, 47).
- Répartition des crédits ouverts, des dépenses d'équipement de l'Etat des différentes institutions et ministères pour l'année 2008 (JO N° 5, 19, 22, 24, 30, 34, 40, 43, 48, 50, 67, 56, 73).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement, de l'Etat des différentes institutions et ministères pour l'année 2008 (JO N° 12, 14, 19, 22, 27 ; 29, 32, 41, 43, 49, 50, 52, 55, 62, 65, 66, 70).
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement, de l'Etat des différentes institutions et ministères pour l'année 2008 (JO N° 12, 14, 19, 24, 29, 35, 65, 66).
- Création et virement de crédits au sein du budget de fonctionnement, de l'Etat des différentes institutions et ministères pour l'année 2008 (JO N° 48).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement des différentes institutions et ministères du ministère (JO N° 19, 50, 57, 60, 63, 67, 72, 73).
- Autorisation à la souscription de l'Algérie à des actions supplémentaires au titre de la quatrième et de la cinquième augmentation générale du capital de la Banque africaine de développement (JO N° 24).
- Autorisation à l'augmentation de la participation de l'Algérie au capital de la société pour l'habitat et le logement territorial en Afrique "SHELTER AFRIQUE" (JO N° 45).

- Réglementation des marchés Publics (JO N° 62).
- Autorisation à la souscription de l'Algérie à des actions supplémentaires au titre de la quatrième et de la cinquième augmentations générales du capital de la Banque africaine de développement (JO N° 69).
- Création, organisation et fonctionnement de la caisse de garantie des marchés publics (CGMP) (JO N° 5).
- Fixation des conditions d'exercice de l'activité de la société de capital investissement (JO N° 9).
- Organisation de l'administration centrale de la direction générale des douanes (JO N° 11).
- Organisation et attributions de l'inspection générale des douanes (JO N° 11, 25).
- Modalités et fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-089 intitulé "Fonds spécial de développement des régions du Sud" (JO N° 13).
- Attributions et organisation de l'inspection des services comptables (JO N° 14).
- Création, organisation, missions et fonctionnement de l'agence de l'informatique des finances publiques (JO N° 14).
- Dissolution du centre national de documentation et d'information des douanes (JO N° 17).
- Précisant des missions de la commission de supervision des assurances (JO N° 20).
- Attributions et organisation de l'inspection des services des domaines et de la conservation foncière (JO N° 25).
- Opérations d'enquête foncière et de délivrance de titres de propriété (JO N° 26).
- Missions, organisation et fonctionnement de l'inspection des services du budget (JO N° 27).
- Application des dispositions de la loi portant système comptable financier (JO N° 27).
- Les modalités d'application fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique (JO N° 39).
- Les conditions de rétrocession des logements sociaux financés par l'Etat et les logements bénéficiant d'aides de l'Etat à l'accession à la propriété (JO N° 38).
- Les attributions de l'inspection générale des finances (JO N° 50).
- L'organisation des structures centrales de l'inspection générale des finances (JO N° 50).

- L'organisation et les attributions des inspections régionales de l'inspection générale des finances (JO N° 50).
- Création, organisation et fonctionnement de la cellule de traitement du renseignement financier CTRF) (JO N° 50).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-066 intitulé "Fonds national de la promotion des activités de l'artisanat traditionnel" (JO N° 56).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-127 intitulé "Fonds national de préparation et d'organisation du festival culturel panafricain 2009" (JO N° 63).
- L'exonération des droits et taxes des livres et ouvrages importés et destinés à être vendus dans le cadre de l'organisation des festivals, foires et salons du livre (JO N° 64).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-057 intitulé " Fonds d'affectation de la contribution à la promotion touristique "(JO N° 73).
- Liste nominative des membres du conseil d'administration du fonds de garantie automobile (FGA) (JO N° 16).
- Fixation du taux maximum de participation d'une banque ou d'un établissement financier dans le capital social d'une société d'assurance et/ou de réassurance (JO N° 17).
- Modalités d'ouverture des succursales de sociétés d'assurance étrangères (JO N° 17).
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse de garantie des marchés publics
 - CGMP- (JO N° 27).
- Modalités d'application de l'article 21 de la loi n° 05-01 du 6 février 2005 relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (JO N° 25).
- Retrait d'agrément à la SARL "ACECA" en qualité de société de courtage d'assurance (JO N° 28).
- Octroi d'agrément de courtiers d'assurance (JO N° 28).
- Octroi d'agrément de la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) (JO N° 50).
- Fixation du barème des honoraires des commissaires aux comptes (JO N° 47).
- Liste des marchandises exclues du champ d'application de l'article 156 portant loi de finances pour 1985 (JO N° 49).
- Composition des commissions paritaires des personnels de l'inspection générale des finances appartenant aux corps communs, aux corps spécifiques de l'administration chargée des finances et aux corps des ouvriers professionnels, conducteurs d'automobiles et appariteurs (JO N° 70).

- Liste des équipements spécifiques importés par la direction générale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion (JO N° 65).
- Fixation de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de la direction générale du domaine national (JO N° 61).
- Mise en place des postes de douane de surveillance (JO N° 44).
- Création d'une recette des douanes (JO N° 13).
- Fixation des modalités d'application de l'article 67 du code des douanes (JO N° 26).
- Fixation des modalités d'application de l'article 141 du code des douanes (JO N° 26).
- Fixation des modalités d'application de l'article 156 du code des douanes (JO N° 26).
- Délai d'acquittement de la vignette automobile pour 2008 (JO N° 15).
- Création d'un poste de douane auprès de l'inspection divisionnaire des douanes d'In Aménas (JO N° 29).
- Date d'ouverture des bureaux de douane d'Oran-extérieur et de Tiaret (JO N° 46).
- Date d'ouverture du bureau de douane de M'Sila (JO N° 46).

AU TITRE DE LA BANQUE D'ALGERIE:

Il convient de souligner :

- Situation mensuelle du 30 juin au 31 décembre 2007 (JO N° 1, 2, 30, 35).
- Situation mensuelle du 31 janvier au 30 septembre 2008 (JO N° 35, 36, 66, 69).
- Nomination des membres de la commission bancaire de la Banque d'Algérie (JO N° 4).
- Fixation du dispositif de prévention et de lutte contre l'émission de chèques sans provision (JO N° 33).
- Retrait d'agrément à la société de crédit - bail société algérienne de leasing mobilier - SALEM SPA (JO N° 60).
- Octroi d'agrément de la succursale de banque HSBC-ALGERIA (JO N° 38).
- Octroi d'agrément d'une banque (JO N° 55).
- Publication de la liste des banques et de la liste des établissements financiers agréés en Algérie (JO N° 71).

- Fixation du capital minimum des banques et établissements financiers exerçant en Algérie (JO N° 72).

AU TITRE DU COMMISSARIAT GENERAL A LA PLANIFICATION ET A LA PROSPECTIVE :

- Organisation et fonctionnement du conseil national de la statistique (JO N° 26).
- Nomination des membres du Conseil national de la statistique (JO N° 26).

AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENERGIE :

Il convient de souligner les principales activités normatives suivantes:

- Octroi d'une concession de transport, pour la canalisation algérienne pour le transport de gaz naturel à la société MEDGAZ-SA (JO N° 25).
- Approbation de projets de construction de canalisation destinés à l'alimentation en gaz naturel d'un projet de construction de deux stations de stockage de propane liquide dans la wilaya de Tamenghasset et de plusieurs villes dans différentes wilayas (JO N° 4).
- Approbation de projets de construction de canalisations destinées à l'alimentation en gaz naturel de projets industriels (JO N° 4).
- Approbation de l'avenant n° 2 au contrat du 23 avril 2005 pour la recherche, l'appréciation, le développement et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Reggane Djebel Hirane" (blocs : 328b, 352d et 362b), conclu à Alger le 25 août 2007, entre la société nationale «SONATRACH» et les sociétés «SHELL Algeria Reggane GMBH» et «LIWA ENERGY LIMITED» (JO N° 14).
- Approbation de l'avenant n° 3 au contrat du 23 avril 2005 pour la recherche, l'appréciation, le développement et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Zerafa" (blocs : 345, 346 et 322b), conclu à Alger le 25 août 2007, entre la société nationale "SONATRACH" et les sociétés "SHELL Algeria Zerafa GMBH" et "LIWA ENERGY LIMITED" (JO N° 14).
- Approbation de l'avenant n° 7 au contrat du 24 novembre 1992 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures sur les périmètres dénommés "Oulad-N'Sir" et "Menzel-Lejmat" (blocs : 215 et 405) conclu à Alger le 13 novembre 2007 entre la société nationale "SONATRACH" et les sociétés "Burlington Ressources Algeria LLC", "Conocophilips Algeria LTD" et "Talisman (Algeria) B.V" (JO N° 25).
- Approbation du contrat pour l'exploitation d'hydrocarbures conclu à Alger, le 18 septembre 2006, entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et SONATRACH-SPA (JO N° 25).
- Approbation de l'avenant n° 1 au contrat du 18 septembre 2006 pour l'exploitation des hydrocarbures, conclu à Alger le 16 juin 2008 entre l'agence nationale pour la valorisation des

ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et SONATRACH- S.P.A, sur le périmètre d'exploitation du gisement d'hydrocarbures "Hassi Rmel" (JO N° 45).

- Approbation de l'avenant n° 1 au contrat du 18 septembre 2006 pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures, sur le périmètre de recherche dénommé "HAMRA" (blocs : 220 a et 220 b) conclu à Alger le 27 avril 2008 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et les sociétés "SONATRACH - SPA" et "NUMHYD A.R.L.I" (JO N° 62).

- Approbation de l'avenant n° 2 au contrat de service à risques du 14 juillet 2003 pour l'appréciation, le développement et l'exploitation des gisements de pétrole brut situés sur le périmètre dénommé " Touat " cuvette de Sbaâ (blocs : 352a et 353), conclu à Alger, le 5 août 2008 entre la société nationale " Sonatrach " et la société " China national Petroleum Corporation International (Algeria) LTD " (JO N° 69).

- Liste des activités pouvant être consolidées, les modalités de mise en oeuvre de la consolidation des résultats et l'application du taux réduit de l'impôt complémentaire sur le résultat (ICR) (JO N° 1).

- Approbation de la convention minière conclue entre l'agence nationale du patrimoine minier et la société des ciments de Aïn Touta- et Tébessa-SPA. (SC.IMAT) et octroi d'une concession minière (JO N° 13).

- Approbation de la convention minière conclue entre l'agence nationale du patrimoine minier et la société des ciments de Sour El Ghoulane-SPA. (SC. SEG) et octroi d'une concession minière (JO N° 13).

- Approbation de la convention minière conclue entre l'agence nationale du patrimoine minier et la société des ciments de Béni Saf - SPA. (SC.IBS) et octroi d'une concession minière (JO N° 13).

- Approbation de la convention minière conclue entre l'agence nationale du patrimoine minier et la société des ciments de Aïn El Kebira-SPA. (SC.AEK) et octroi d'une concession minière (JO N° 13).

- Approbation de la convention minière conclue entre l'agence nationale du patrimoine minier et la société des ciments de Hadjar Soud (wilaya de Skikda)-SPA. (SC.HS) et octroi d'une concession minière (JO N° 13).

- Approbation de la convention minière conclue entre l'agence nationale du patrimoine minier et la société des ciments de Zahana-SPA. (SC.IZ) et octroi d'une concession minière (JO N° 13).

- Approbation de la convention minière conclue entre l'agence nationale du patrimoine minier et l'entreprise des ciments et dérivés d'Ech-Chellif-SPA. ECDE et octroi d'une concession minière (JO N° 13).

- Modalités d'attribution et de retrait des concessions de distribution de l'électricité et du gaz et le cahier des charges relatif aux droits et obligations du concessionnaire (JO N° 20).

- Nature de liens éventuels de dépendance ne devant pas exister entre un vendeur et un acheteur dans un contrat de vente de gaz (JO N° 20).
- Approbation de la convention minière conclue entre l'agence nationale du patrimoine minier et la société des ciments de la Mitidja-SPA, (SCMI) et octroi d'une concession minière (JO N° 22).
- Modalités d'octroi, de suspension et de retrait de l'autorisation d'exploitation de carrières et sablières (JO N° 37).
- Méthodologie d'ajustement du prix du pétrole brut entrée-raffinerie utilisé dans la détermination du prix de vente des produits pétroliers sur le marché national (JO N° 54).
- Dispositions relatif au tarif pour l'utilisation des infrastructures de stockage et aux modalités de fonctionnement de la caisse de péréquation et de compensation des tarifs de transport des produits pétroliers (JO N° 54).
- Conditions d'approbation des études d'impact sur l'environnement pour les activités relevant du domaine des hydrocarbures (JO N° 58).
- Délimitation et classification du domaine minier en zones et à la définition des périmètres de prospection, de recherche et d'exploitation et la tarification de transport par canalisation des hydrocarbures (JO N° 58, 62).
- Déclaration d'utilité publique d'opération relative à la réalisation de la rocade gazière haute pression Est-Ouest, "Khenchela - Sidi Bel Abbès" Meurad - Eucalyptus" (JO N° 63).
- Déclaration d'utilité publique d'opération relative à la réalisation de l'usine de dessalement d'eau de mer de Magtaâ, commune de Marsat El Hadjadj, wilaya d'Oran (JO N° 63).
- Déclaration d'utilité publique d'opération relative à la réalisation des lignes hautes et très hautes tensions (JO N° 69).
- Approbation de la convention minière signée entre l'agence nationale du patrimoine minier et la société par actions ASEC Algeria Cement Company, ASECCIMENT (SPA) et la cession de la concession minière, par le groupe industriel et commercial ERCC EPE/SPA, (GIC ERCC) à la société ASEC Algeria Cement Company (ASECCIMENT) SPA (JO N° 69).
- Fixation des outils et la méthodologie d'élaboration du programme indicatif d'approvisionnement du marché national en gaz (JO N° 71).
- Approbation de projets de construction de canalisations destinées à l'alimentation en gaz naturel de villes dans différentes wilayas (JO N° 13).
- Approbation d'un projet de construction d'une canalisation destinée à l'alimentation en gaz naturel de la briqueterie de Sidi Rached dans la wilaya de Tipaza (JO N° 13).
- Approbation de projets de construction de canalisations destinées à l'alimentation en gaz naturel de villes dans la wilaya de Biskra (JO N° 24).

- Fixation des règles techniques de raccordement au réseau de transport de l'électricité et les règles de conduite du système électrique (JO N° 25).
- Fixation des règles techniques de raccordement au réseau de transport du gaz et les règles de conduite du système gazier (JO N° 25).
- Octroi en concession à l'entreprise nationale "SONATRACH-SPA" du système de transport par canalisation de condensat dénommé "NK1" (JO N° 18).
- Approbation de projets de construction de canalisations destinées à l'alimentation en gaz naturel de villes dans certaines wilayas (JO N° 24).
- Octroi en concession à l'entreprise nationale "SONATRACH - SPA" du système de transport par canalisation de gaz naturel dénommé "GK3" (JO N° 59).
- Adoption du règlement technique relatif au "Module Photovoltaïque (PV) au silicium cristallin pour application terrestre" (JO N° 43).
- Fixation des appareils et les catégories d'appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique (JO N° 69).
- Fixation des biens transférés de l'office national de la recherche géologique et minière (ORGM) à l'agence nationale de la géologie et du contrôle minier (ANGCM) (JO N° 71).

AU TITRE DU MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS:

Il convient de signaler la publication de textes portant :

- Désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de l'intermédiation et de régulation foncière (JO N° 16).
- L'organisation, la gestion et la privatisation des entreprises publiques économiques (JO N° 11).
- Approbation de l'ordonnance relative à l'organisation, la gestion et la privatisation des entreprises publiques économiques (JO N° 27).
- Fixation de la forme et modalités de la déclaration d'investissement, de la demande et de la décision d'octroi d'avantages (JO N° 16).
- Attributions du ministre de l'industrie et de la promotion des investissements (JO N° 17).
- Organisation de l'administration centrale du ministère de l'industrie et de la promotion des investissements (JO N° 17).
- Organisation et fonctionnement de l'inspection générale du ministère de l'industrie et de la promotion des investissements (JO N° 49).

- Fixation de la liste des activités, biens et services exclus des avantages fixés par l'ordonnance n° 01-03 du 20 août 2001 relative au développement de l'investissement (JO N° 61).
- Fixation des modalités de dépôt et de délivrance des brevets d'invention (JO N° 63).
- Fixation des modalités de dépôt et d'enregistrement des schémas de configuration des circuits intégrés (JO N° 63).
- Fixation des modalités de dépôt et d'enregistrement des marques (JO N° 63).
- Approbation du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de la métrologie légale (JO N° 73).
- Fixation des conditions d'agrément des organismes à activités normatives (JO N° 31).
- Nomination des membres de la commission de recours prévue par l'article 10 du décret exécutif n° 2000-74 fixant les conditions d'identification des activités de production à partir de collections destinées aux industries de montage et aux collections dites "CKD" (JO N° 32).
- Fixation des qualifications requises pour le personnel exerçant au niveau des concessionnaires (JO N° 49).
- Composition et fonctionnement du bureau ministériel de la sûreté interne du ministère de l'industrie et de la promotion des investissements (JO N° 30).
- Liste nominative des membres du conseil national de la normalisation (JO N° 49).
- Modalités d'organisation et de fonctionnement de la commission de recours instituée par le décret exécutif n° 07-390 fixant les conditions et les modalités d'exercice de l'activité de commercialisation de véhicules automobiles neufs (JO N° 50).
- Renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'office national de métrologie légale (JO N° 73).
- Création de commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de l'industrie et de la promotion des investissements (JO N° 71).
- Composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de l'industrie et de la promotion des investissements (JO N° 71).
- Organisation interne de l'agence nationale de développement de l'investissement (JO N° 15).
- Constat d'entrée en exploitation des investissements déclarés dans le cadre de l'ordonnance n° 01-03 du 20 août 2001 relative au développement de l'investissement (JO N° 57).

AU TITRE DE MINISTERE DU COMMERCE:

Il convient de signaler ce qui suit :

- Promulgation des dispositions de l'ordonnance relative à la concurrence (JO N° 36).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-084 intitulé "Fonds spécial pour la promotion des exportations" (JO N° 5).
- Fixation du statut et organisation du centre national du registre du commerce (JO N° 7).
- Fixation des éléments essentiels des contrats conclus entre les agents économiques et les consommateurs et les clauses considérées comme abusives (JO N° 7).
- Fixation des prix de vente de l'orge destinée aux éleveurs de cheptels ovins, camelins et équins (JO N° 30).
- Organisation de l'administration centrale du ministère du commerce (JO N° 48).
- Création, organisation et fonctionnement de l'agence nationale de promotion du commerce extérieur (JO N° 58).
- Liste nominative des membres du comité national du Codex Alimentarius (JO N° 32).
- Dispositions relatif aux spécifications du lait en poudre industriel, aux conditions et aux modalités de sa présentation, sa détention, son utilisation et sa commercialisation (JO N° 49).
- Fixation du barème de remboursement des frais de transport terrestre inter-wilayas et intra-wilaya liés à l'approvisionnement des régions du Sud (JO N° 16).

**AU TITRE DU MINISTERE DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE
ET DE L'ARTISANAT:**

Il convient de signaler ce qui suit:

- Fixation du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de l'artisanat (JO N° 38).
- Création des pépinières d'entreprises dénommées "incubateurs" (JO N° 38).
- Dispositions instituant un prix national de l'innovation pour les petites et moyennes entreprises et fixant les conditions et les modalités de son attribution (JO N° 60).
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation d'Oran (JO N° 32).

- Composition de la commission paritaire compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de la petite et moyenne entreprise et de l'artisanat (JO N° 31).
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Tipaza (JO N° 38).
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-124 intitulé "Fonds national de mise à niveau des PME" (JO N° 27).

c) LE SECTEUR INFRASTRUCTURES DE BASE

Ce secteur a été caractérisé au cours de l'année considérée par la publication de nombreux textes législatifs et réglementaires initiés par les ministères suivants :

AU TITRE DU MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS:

Il convient de signaler les textes portants:

- Modalités d'initiation, d'élaboration et d'adoption des études de localisation et d'implantation des ralentisseurs (JO N° 18).
- Classement d'un chemin communal dans la catégorie des chemins de wilaya dans la wilaya de M'Sila (JO N° 5).
- Classement de certains chemins communaux dans la catégorie des chemins de wilaya dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj (JO N° 5).
- Approbation de la nomenclature des activités d'études et d'ingénierie du secteur des travaux publics soumises à agrément (JO N° 71).
- Classement d'un chemin communal dans la catégorie des chemins de wilaya dans la wilaya de Constantine, Ghardaïa, Skikda et Djelfa (JO N° 39).
- Classement de certains chemins communaux dans la catégorie des chemins de wilaya dans la wilaya de Khenchela (JO N° 39).
- Déclassement de certains tronçons de chemins de wilaya dans la wilaya de Constantine (JO N° 60).

AU TITRE DU MINISTERE DES RESSOURCES EN EAU:

Les principaux textes publiés portent sur :

- Loi relative à l'eau (JO N° 4).
- Organisation de l'administration centrale du ministère des ressources en eau (JO N° 5).

- Approbation du cahier des charges-type pour la gestion par concession du service public d'assainissement et du règlement de service y afférent (JO N° 8).
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation du barrage réservoir de Douéra (wilaya d'Alger) (JO N° 8).
- Fixation des missions, la composition et des règles de fonctionnement du conseil national consultatif des ressources en eau (JO N° 15).
- Modalités d'élaboration de l'inventaire des ouvrages et installations relevant du domaine public hydraulique artificiel (JO N° 15).
- Modalités d'octroi de l'autorisation d'utilisation des ressources en eau (JO N° 26).
- Fixation des conditions d'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine par citernes mobiles (JO N° 38).
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la construction du barrage de Tagharist dans la commune de Yabous, wilaya de Khenchela (JO N° 45).
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation du système du transfert des eaux de Oued Athmania, Ourkiss et Koudiat M'Douar des wilayas de Mila, Oum El Bouaghi et Batna (JO N° 53).
- Fixation des attributions ainsi que les règles d'organisation et de fonctionnement de l'autorité de régulation des services publics de l'eau (JO N° 56).
- Réaménagement du statut-type de l'agence de bassin hydrographique (JO N° 57).
- Fixation des modalités d'organisation et de fonctionnement du système de gestion intégrée de l'information sur l'eau (JO N° 60).
- Approbation du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des ressources en eau (JO N° 64).
- Approbation de la nomenclature des activités d'études et d'ingénierie du secteur des ressources en eau soumises à agrément (JO N° 16).
- Approbation du document technique réglementaire relatif aux règles de pose de canalisations en plastique destinées aux projets d'alimentation en eau potable (JO N° 31).
- Proportions d'éléments contenus dans les eaux minérales naturelles et les eaux de source ainsi que les conditions de leur traitement ou les adjonctions autorisées (JO N° 27).
- Déclaration d'utilité publique l'opération d'expropriation relative à la réalisation du projet d'aménagement pour l'extension du périmètre du Bas-Cheliff (JO N° 62).

AU TITRE DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL:

Il convient de citer les textes portants :

- Fixation de la liste provisoire des espèces et variétés de céréales, de pommes de terre, des espèces arboricoles et viticoles autorisées à la production et à la commercialisation (JO N° 1).
- Désignation des membres de la commission des produits phytosanitaires à usage agricole (JO N° 4).
- Dispositions déterminant la loi portant orientation agricole (JO N° 46).
- Modalités d'élaboration et d'adoption du plan national de développement du patrimoine cynégétique (JO N° 22).
- Déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale de la Mafrag, Canton Sebaa, lieu-dit Koudiat Ed Draouch, commune de Berrihane dans la wilaya d'El Tarf, du régime forestier national (JO N° 38).
- Approbation du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'autorité phytosanitaire (JO N° 38).
- Conditions et les modalités de délivrance d'autorisation pour l'ouverture d'établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques et la présentation au public de ces spécimens (JO N° 39).
- Approbation du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture (JO N° 53).
- Création d'une commission des oeuvres sociales au sein de la réserve de chasse de Zéralda (JO N° 25).
- Organisation interne de l'office national de développement des élevages équins et camelins (JO N° 26).
- Nomination des membres de la commission nationale de protection des espèces animales menacées de disparition (JO N° 41).
- Fixation des mesures de prévention de lutte spécifiques contre la peste des petits ruminants (JO N° 68).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA PECHE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES:

Il convient de citer les textes portants :

- Tailles minimales marchandes des ressources biologiques (JO N° 20).

- Transformation du centre national d'études et de documentation pour la pêche et l'aquaculture (CNDPA) en centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA) (JO N° 23).
- Approbation du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de la pêche (JO N° 34).
- Fixation des conditions et modalités d'entreposage et de stockage des géniteurs et produits de la pêche et de l'aquaculture n'ayant pas atteint la taille minimale réglementaire (JO N° 25).
- Fixation des conditions et le contenu de l'autorisation de capture, de transport, de commercialisation et d'introduction dans les milieux aquatiques des géniteurs et produits de la pêche et de l'aquaculture n'ayant pas atteint la taille minimale réglementaire, destinés à l'élevage, à la culture ou à la recherche scientifique (JO N° 29).
- Désignation des membres du conseil d'orientation de l'école de formation technique de pêche et d'aquaculture de Annaba (JO N° 30).
- Désignation des membres du conseil d'orientation de l'école de formation technique de pêche et d'aquaculture de Beni-Saf, El Kala, Cherchell (JO N° 30).
- Désignation des membres du conseil d'orientation de l'institut de technologie des pêches et de l'aquaculture de Collo (JO N° 45).
- Fixation du dossier de demande d'autorisation d'exploitation des ressources biologiques marines à la plongée sous-marine professionnelle ainsi que les modalités de son octroi (JO N° 54).
- Application des dispositions définissant les engins utilisés pour la pêche à pied professionnelle ainsi que les espèces à pêcher, les dates d'ouverture et de fermeture de la pêche à pied professionnelle ainsi que les zones d'exercice de cette pêche (JO N° 54).
- Fixation des différentes catégories de documents et formulaires de collecte et de transmission des informations statistiques ainsi que la périodicité de leur établissement et de leur Transmission (JO N° 55).
- Désignation des membres du conseil d'orientation de l'institut national supérieur de pêche et d'aquaculture (I.N.S.P.A) (JO N° 73).
- Liste nominative des membres du conseil d'administration et du conseil scientifique du centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA) (JO N° 72).
- Complétant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-080 intitulé "Fonds national de développement de la pêche et de l'aquaculture" (JO N° 22).
- Organisation interne des écoles de formation technique de pêche et d'aquaculture (JO N° 28).

- Organisation interne de l'institut de technologie des pêches et de l'aquaculture d'Oran et de Collo (JO N° 28).

- Création, composition, organisation et fonctionnement de la commission sectorielle de la tutelle pédagogique sur les établissements de formation supérieure relevant du ministère de la pêche et des ressources halieutiques (JO N° 22).

AU TITRE DU MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME:

Il convient de citer les textes portants :

- Organisation administrative de l'agence nationale des changements climatiques (JO N° 15).

- Fixation de la composition et le fonctionnement du conseil de coordination côtière (JO N° 22).

- Institutionnalisation du festival international du tourisme saharien (JO N° 40).

- Approbation du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de l'environnement et de l'aménagement du territoire (JO N° 43).

- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation de certains ouvrages, équipements et infrastructures de la ville nouvelle de Bouinan et de Sidi Abdellah (JO N° 45).

- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à l'aménagement du parc des Grands Vents (JO N° 53).

- Approbation du statut particulier des fonctionnaires appartenant au corps des inspecteurs du tourisme (JO N° 56).

- Obligation de signalement par les capitaines de navires transportant des marchandises dangereuses toxiques ou polluantes en cas d'évènement en mer (JO N° 61).

- Institutionnalisation du festival international du tourisme et des voyages (JO N° 68).

- Nomination des membres de la commission interministérielle pour l'examen et l'adoption des règlements d'aménagement du territoire des massifs montagneux (JO N° 19).

- Création des annexes de l'agence nationale de développement du tourisme (JO N° 19).

- Désignation des membres de la commission chargée de l'élaboration du plan national de gestion des déchets spéciaux (JO N° 43).

- Définissant les modèles-types de l'agrément de guide de tourisme ainsi que de la carte de guide de tourisme (JO N° 27).

- Fixation du modèle-type de déclaration préalable de vente d'un bien situé à l'intérieur des zones d'expansion et sites touristiques (JO N° 25).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'Office national du tourisme (JO N° 49).

d) LE SECTEUR SERVICES

Ce secteur s'est caractérisé par la promulgation de nombreux textes législatifs et réglementaires initiés par les ministères suivants :

AU TITRE DU MINISTERE DE LA POSTE ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION:

Il convient de signaler les textes portants :

- Dispositions érigeant l'institut des télécommunications en institut national de formation supérieure (JO N° 30).
- Organisation interne de l'agence spatiale algérienne (JO N° 63).
- Désignation des agents habilités à rechercher et à constater les infractions à la législation relative à la poste et aux télécommunications (JO N° 51).
- Liste nominative des membres du conseil d'administration de l'agence nationale des fréquences (JO N° 56).
- Liste nominative des membres de la commission de traitement des brouillages et d'attribution des bandes de l'agence nationale des fréquences (JO N° 56).

AU TITRE DU MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME:

Il convient de citer les textes portants :

- Fixation des règles de mise en conformité des constructions et leur achèvement (JO N° 44).
- Fixation des règles d'attribution du logement public locatif (JO N° 24).
- Fixation des attributions du ministre de l'habitat et de l'urbanisme (JO N° 37).
- Organisation de l'administration centrale du ministère de l'habitat et de l'urbanisme (JO N° 37).

- Missions, organisation et fonctionnement de l'inspection générale du ministère de l'habitat et de l'urbanisme (JO N° 37).
- Organisation et fonctionnement de l'inspection générale de l'urbanisme et de la construction (JO N° 69).
- Création de l'inspection régionale de l'urbanisme et de la construction et fixant ses missions et son fonctionnement (JO N° 69).
- Renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de l'habitat et de l'urbanisme (JO N° 20).
- Fixation des modalités définissant les règles d'intervention de la caisse nationale du logement en matière de soutien financier des ménages (JO N° 57).

AU TITRE DU MINISTERE DES TRANSPORTS:

Il convient de citer les textes portants :

- Fixation des règles générales relatives à l'aviation civile (JO N° 4).
- Dénomination de l'aéroport de Tamenghasset - Aguenar (JO N° 25).
- Conditions et modalités d'exercice des fonctions exercées par le personnel de l'aéronautique civile (JO N° 7).
- Conditions et les modalités de concession d'exploitation des services de transport maritime (JO N° 9).
- Fixation du montant des droits de concession d'exploitation des services de transport maritime (JO N° 9).
- Fixation du taux et montants des redevances aéronautiques ainsi que les modalités de leur répartition (JO N° 12).
- Déclaration d'utilité publique l'opération de réalisation de la ligne ferroviaire à double voie électrifiée reliant Birtouta / Sidi Abdellah (ville nouvelle)/ Zéralda (JO N° 24).
- Déclaration d'utilité publique l'opération de rectification et de doublement de la voie ferrée reliant les gares de Oued Sly et de Yellel (ligne reliant Alger - Oran) (JO N° 24).
- Déclaration d'utilité publique l'opération de modernisation de la ligne ferroviaire reliant Thénia - Tizi Ouzou et son électrification jusqu'à Oued Aissi (JO N° 24).

- Déclaration d'utilité publique l'opération de mise à double voie et de modernisation des installations du tronçon Sétif / El-Gourzi du PK 307 + 720 au PK 426 + 494 de la ligne ferroviaire Alger / Constantine (JO N° 54).
- Déclaration d'utilité publique l'opération de réalisation de la nouvelle ligne à double voie électrifiée Oued Tlelat (wilaya d'Oran) / El Akid Abbès (wilaya de Tlemcen) (JO N° 54).
- Fixation des conditions et les modalités d'exercice des activités de remorquage, de manutention et d'acconage dans les ports (JO N° 64).
- Désignation des autorités compétentes en matière de sûreté des navires et des installations portuaires et la création des organes y afférents (JO N° 69).

e) LE SECTEUR EDUCATION ET CULTURE

Ce secteur s'est vu renforcé de nombreux textes législatifs et réglementaires au cours de cette année, initiés par les ministères suivants

AU TITRE DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE:

Il convient de signaler les textes suivants :

- Dispositions déterminant la loi d'orientation sur l'éducation nationale (JO N° 4).
- Création et suppression de collèges et lycées (JO N° 51).
- Approbation du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'éducation nationale (JO N° 59).
- Fixation des modalités de recrutement et de rémunération d'agent contractuels, chargés d'alphabétisation (JO N° 28).
- Organisation interne de l'office national d'alphabétisation et d'enseignement pour adultes (JO N° 50).

AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE:

Il convient de citer les textes suivants :

- Dispositions déterminant la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur et le programme à projection quinquennale sur la recherche scientifique et le développement technologique 1998-2002 (JO N° 10).
- Création de l'université de Skikda (JO N° 2).

- Création de l'école nationale supérieure de management (JO N° 20).
- Approbation du statut particulier de l'enseignant chercheur et permanent hospitalo-universitaire (JO N° 23).
- Création d'un centre universitaire à Tissemsilt, Mila, Aïn Témouchent et Rélizane (JO N° 39).
- Transformation de l'école normale supérieure de Kouba en école hors université (JO N° 40).
- Transformation de l'école normale supérieure d'enseignement technique à Oran en école hors université (JO N° 40).
- Transformation de l'école normale supérieure en lettres et sciences humaines de Constantine et d'Alger en école hors université (JO N° 40).
- Transformation de l'école polytechnique d'architecture et d'urbanisme en école hors université (JO N° 40).
- Transformation de l'école nationale vétérinaire et l'école nationale polytechnique en école hors université (JO N° 40).
- Transformation de l'école supérieure de commerce, d'hydraulique et des travaux publics en école hors université (JO N° 40).
- Transformation de l'institut national agronomique et informatique en école hors université (JO N° 40).
- Transformation de l'institut national des sciences de la mer et de l'aménagement du littoral, de la planification et de la statistique en école hors université (JO N° 40).
- Composition et le fonctionnement du conseil national de la recherche scientifique et technique (JO N° 43).
- Création, organisation et fonctionnement des commissions intersectorielles de promotion, de programmation et d'évaluation de la recherche scientifique et technique (JO N° 43).
- Organisation de l'administration centrale du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (JO N° 46).
- Fixation des missions et l'organisation de la direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (JO N° 46).
- Fixation du régime des études en vue de l'obtention du diplôme de licence, du diplôme de master et du diplôme de doctorat (JO N° 48).
- Fixation du cahier des charges en vue de délivrer l'autorisation de création d'un établissement privé de formation supérieure (JO N° 48).

- Création des directions des oeuvres universitaires et fixation de leur siège, de la liste et de la consistance des résidences universitaires qui leur sont rattachées (JO N° 41).

AU TITRE DU SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE LA COMMUNICATION:

Il convient de citer :

- Création de commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de la communication (JO N° 4).
- Organisation de l'administration centrale du ministère de la communication (JO N° 18).
- Fixation du régime spécifique des relations de travail concernant les journalistes (JO N° 24).
- Organisation et fonctionnement de l'inspection générale du ministère de la communication (JO N° 63).
- Remplacement d'un membre du conseil d'administration de la maison de la presse (JO N° 59).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA CULTURE:

Il convient de citer :

- Ouverture d'instance de classement des restes de la muraille - ouest de la ville de Chlef , Dar El Baroud, Chemora, Zaouïa Sidi Ali Moussa, Bordj Mers Ed Debane El Djadid, la basilique Notre Dame d'Afrique, Djenane Raïs Hamidou, l'aqueduc de Hydra, l'antique Rusguniae, galeries algériennes, théâtre régional de Constantine, Bordj El Mokrani et Hammam E'Salihine (JO N° 2).
- Remplacement d'un membre du conseil d'orientation de l'institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audiovisuel (JO N° 9).
- Modalités de calcul du montant de la rémunération de la maîtrise d'oeuvre relative aux biens culturels immobiliers protégés (JO N° 20).
- Création de l'ensemble national algérien de musique andalouse (JO N° 18).
- Création et délimitation du parc culturel de l'Atlas saharien, Touat-Gourara Tidikelt et Tindouf (JO N° 28).
- Fixation du montant de la prime pouvant être versée à l'inventeur d'un bien culturel (JO N° 41).
- Statut de la bibliothèque nationale (JO N° 43).
- Création des bibliothèques de lecture publique (JO N° 43).

- Transformation de la nature juridique de l'agence algérienne pour le rayonnement culturel (JO N° 56).
- Création des théâtres régionaux d'Oum El Bouaghi, Saïda, Guelma, Mascara et Souk Ahras (JO N° 59).
- Création de l'école nationale de conservation et de restauration des biens culturels (JO N° 61).
- Statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de la culture (JO N° 68).
- Institutionnalisation du festival culturel international de la littérature et du livre de la jeunesse (JO N° 14).
- Institutionnalisation des festivals culturels locaux de la musiques et de la chanson kabyles targuies, chaouies, sétifiennes, M'Zab, oranaïses, d'Oued Souf (JO N° 23).
- Institutionnalisation du festival culturel national de la musique et de la chanson Amazighes (JO N° 24).
- Institutionnalisation des festivals culturels locaux des arts et des cultures populaires (JO N° 26).
- Institutionnalisation du festival culturel international de la calligraphie arabe, l'art pictural contemporain, arts décoratifs, (JO N° 29).
- Remplacement d'un membre au conseil d'administration de l'office Riadh El Feth (JO N° 17).
- Désignation des membres du conseil d'orientation de l'institut national de formation supérieure de musique (JO N° 17).
- Désignation des membres du conseil d'administration du théâtre régional de Béjaïa (JO N° 17).
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de gestion des réalisations de grands projets de la culture (JO N° 43).
- Ouverture d'instance de classement du mausolée de "Ghorfet Ouled Slama et de l'ex-grand séminaire de Kouba" (JO N° 45).
- Remplacement d'un membre du conseil d'orientation du centre national de la cinématographie et de l'audiovisuel (JO N° 51).
- Désignation des membres du conseil d'administration du théâtre régional de Sidi Bel Abbès et de Tizi-Ouzou (JO N° 51, 71).
- Organisation interne de l'agence nationale de gestion des réalisations des grands projets de la culture (JO N° 69).

- Institutionnalisation du festival culturel national des étudiants des écoles artistiques et des jeunes talents (JO N° 60).
- Nomination des membres du conseil scientifique du centre national de recherche en archéologie (JO N° 73).
- Liste des marchés d'études et de services dispensés de la constitution de la caution de bonne exécution (JO N° 22).
- Fixation des conditions et les modalités d'occupation de la voûte Kheireddine dans l'amirauté d'Alger abritant le musée maritime national (JO N° 38).
- Organisation pédagogique de l'institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audio-visuel (JO N° 58).
- Fixation des conditions d'accès, orientation et réorientation, contenu des programmes, durée et régime des études, composition de jurys d'examen, ouverture de filières et options et diplômes délivrés à l'institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audio-visuel (JO N° 60).
- Création à Sidi Bel Abbès d'une annexe de l'institut régional de formation musicale d'Oran (JO N° 71).
- Création à Chlef d'une annexe de l'institut régional de formation musicale d'Alger (JO N° 69).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS:

Il convient de signaler ce qui suit :

- Approbation de la loi d'orientation sur la formation et l'enseignement professionnels (JO N° 11).
- Fixation des conditions d'attribution des bourses et le montant des bourses (JO N° 20).
- Statut-type des instituts d'enseignement professionnel (JO N° 54).
- Modalités de création du diplôme d'enseignement professionnel du premier degré (DEP 1) et du diplôme d'enseignement professionnel du second degré (DEP 2) (JO N° 54).
- Création de centres de formation professionnelle et de l'apprentissage (CFPA) (JO N° 54).
- Composition, attributions et fonctionnement de la conférence nationale et des conférences régionales de la formation et de l'enseignement Professionnels (JO N° 57).
- Création de deux instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle et érigeant un centre de formation professionnelle et de l'apprentissage en institut national spécialisé de formation professionnelle (JO N° 62).

AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DES WAKFS:

Il convient de signaler ce qui suit :

- Création du prix d'Algérie pour la récitation du Saint Coran et la renaissance du patrimoine islamique (JO N° 50).
- Création, organisation et fonctionnement de l'office national de pèlerinage et de la Omra (ONPO) (JO N° 40).
- Statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des affaires religieuses et des wakfs (JO N° 73).
- Fixation de nombre de postes supérieurs de l'administration centrale du ministère des affaires religieuses et des wakfs (JO N° 69).

AU TITRE DU MINISTERE DU TRAVAIL DE L'EMPLOI ET DE LA SECURITE SOCIALE:

Il convient de signaler ce qui suit :

- Octroi d'agrément d'agents de contrôle de la sécurité sociale (JO N° 9).
- Promulgation de la loi n°83-11 du 02 Juillet 1983 relative aux assurances sociales (JO N° 4).
- Procédure relative au contentieux en matière de sécurité sociale (JO N° 11).
- Attributions du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale (JO N° 22).
- Organisation de l'administration centrale du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale (JO N° 22).
- Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (JO N° 22).
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale des retraites et des assurances sociales (JO N° 16).
- Liste des médicaments remboursables par la sécurité sociale (rectificatif) (JO N° 28, 41).
- Fixation des tarifs de référence servant de base au remboursement des médicaments et les modalités de leur mise en oeuvre (JO N° 36).
- Retrait des agréments d'agents de contrôle de la sécurité sociale (JO N° 41).
- Octroi d'agrément des agents de contrôle de la sécurité sociale (JO N° 52).
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'office national d'appareillages et d'accessoires pour personnes handicapées (ONAAPH) (JO N° 50).

- Liste des membres du conseil national consultatif de la mutuelle sociale (JO N° 50).
- Fixation des modèles de contrats d'insertion, de contrats de formation emploi et de contrats de travail aidé (JO N° 49).
- Plan d'hygiène et de sécurité dans les activités du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (JO N° 58).
- Déclaration d'ouverture de chantiers dans les activités du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (JO N° 58).
- Fixation du montant de la majoration pour conjoint à charge (JO N° 55).
- Revalorisation des pensions, allocations et rentes de sécurité sociale et des non-salariés (JO N° 55, 68).
- Fixation du montant de la majoration pour conjoint à charge des non-salariés (JO N° 68).
- Fixation des tarifs de référence servant de base au remboursement des médicaments et les modalités de leur mise en œuvre (JO N° 70).

AU TITRE DU MINISTERE DES MOUDJAHIDINE:

Il convient de signaler ce qui suit :

- Revalorisation du montant des pensions des moudjahidine et ayants droit de chouchada et de moudjahidine, des victimes civiles et des victimes d'engins explosifs ainsi que leurs ayants droit (JO N° 27).
- Création, organisation et fonctionnement des musées régionaux du moudjahid (JO N° 31).
- Définition des modalités de bénéfice pour les veuves de Chouchada, des moudjahidine et des ayants droit, de la gratuité de transport ou de la réduction de son coût (JO N° 40).
- Revalorisation du montant des pensions des moudjahidine et ayants droit de chouchada et de moudjahidine, des victimes civiles et des victimes d'engins explosifs ainsi que leurs ayants droit (JO N° 62).
- Liste des centres de repos des moudjahidine annexée au décret n° 88-176 du 20 septembre 1988 érigeant les centres de repos des moudjahidine en établissements publics à caractère administratif et créant d'autres centres (JO N° 63).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS:

Il convient de signaler ce qui suit :

- Attributions, la composition et le fonctionnement du comité national de coordination intersectorielle pour la prévention de la violence dans les enceintes sportives (JO N° 44).
- Création de l'institut national de formation supérieure des cadres de la jeunesse de Ouargla (JO N° 53).
- Conditions de création, l'organisation et le fonctionnement des centres de regroupement et de préparation des talents et de l'élite sportive (JO N° 54).
- Dispositions applicables à l'institut national de formation supérieure des cadres de la jeunesse (JO N° 56).
- Dispositions applicables à l'institut national de formation supérieure en sciences et technologie du sport de Dély Brahim et « Madani Souahi » de Tixeraine (JO N° 56).
- Dispositions érigeant l'école de formation des cadres de la jeunesse de Aïn Bénian en institut national de formation supérieure en sciences et technologie du sport (JO N° 61).
- Transformation de l'institut national de formation supérieure en sciences et technologie du sport d'Oran en institut national de formation supérieure des cadres de la jeunesse et des sports d'Oran (JO N° 61).
- Transformation de l'institut national de formation supérieure en sciences et technologie du sport de Constantine en institut national de formation supérieure des cadres de la jeunesse et des sports (JO N° 61).
- Organisation administrative du centre national et des centres régionaux de médecine du sport (JO N° 16).
- Organisation hospitalière du centre national et des centres régionaux de médecine du sport (JO N° 16).
- Organisation interne de l'office des établissements de jeunes de wilaya (JO N° 70).
- Création des classes "Sport-Etudes" (JO N° 71).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE, DE LA FAMILLE ET DE LA COMMUNAUTE NATIONALE A L'ETRANGER:

Il convient de signaler ce qui suit :

- Pouvoir de tutelle sur l'agence de développement social (JO N° 5).
- Création et fixant les statuts de l'agence de gestion du micro-crédit (JO N° 5).
- Création, organisation et fonctionnement du service d'aide mobile d'urgence sociale (JO N° 41).

- Fixation des conditions de création, l'organisation et le fonctionnement des établissements d'aide par le travail (JO N° 2).
- Dispositions applicables au comité national de solidarité (JO N° 7).
- Reconnaissance d'une société nationale du croissant rouge algérien (JO N° 9).
- Fixation des conditions de création, l'organisation et le fonctionnement des établissements de travail protégé (JO N° 13).
- Dispositif d'insertion sociale des jeunes diplômés (JO N° 23).
- Création, organisation et fonctionnement des foyers pour personnes âgées ou handicapées (JO N° 51).
- Création, organisation et fonctionnement des foyers pour enfants assistés et enfants handicapés visuels et auditifs et des centre médico-pédagogiques pour enfants inadaptés mentaux et handicapés moteurs (JO N° 51).
- Fixation des conditions de création, l'organisation, le fonctionnement et le contrôle des établissements et centres d'accueil de la petite enfance (JO N° 53).
- Dispositif relatif aux cellules de proximité de solidarité (JO N° 56).
- Fixation des conditions de création, l'organisation, le fonctionnement et le contrôle des établissements sociaux et médico-sociaux (JO N° 63).
- Attributions du ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la communauté nationale à l'étranger (JO N° 67).
- organisation et fonctionnement de l'inspection générale et de l'administration centrale du ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la communauté nationale à l'étranger (JO N° 67).
- Création d'une annexe du centre national de formation des personnels spécialisés à Ouled Khaled (wilaya de Saïda) (JO N° 5).
- Désignation des membres du conseil d'orientation de l'agence nationale de gestion du micro-crédit (JO N° 53).
- Nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-069 intitulé "Fonds spécial de solidarité nationale" (JO N° 27).
- Revalorisation des montants de l'indemnité pour participation aux activités d'intérêt général et de l'allocation forfaitaire de solidarité (JO N° 68).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION:

Il convient de citer :

- Création, organisation et fonctionnement des établissements publics hospitaliers et des établissements publics de santé de proximité (JO N° 33).
- Dispositives relative à la protection et à la promotion de la santé (JO N° 44).
- Création, organisation et fonctionnement des établissements publics hospitaliers et des établissements publics de santé de proximité (JO N° 10).
- fixation des règles de création, d'organisation et de fonctionnement des établissements hospitaliers spécialisés (JO N° 10).
- Missions, l'organisation et le fonctionnement des structures de séjour en appui aux structures sanitaires (JO N° 18).
- Conditions techniques à l'importation des produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux destinés à la médecine humaine (JO N° 70).
- Interdiction d'importation des produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux destinés à la médecine humaine fabriqués en Algérie (JO N° 70).

f) LE SECTEUR DE LA CODIFICATION ET DE L'INFORMATION JURIDIQUE

Durant l'année 2008, le secteur de la codification et de l'information juridique a réalisé les travaux suivants:

1 / BASE DE DONNEES JURIDIQUES :

Etat quantitatif des textes traités:

1.614

Répartis comme suit :

- Loi et ordonnance : 21
- Décret présidentiel : 909 dont
 - 20 ratifications de conventions et accords internationaux,
 - 802 décisions individuelles,
 - 87 textes réglementaires.
- Décret exécutif : 313
- Arrêté interministériel : 73

- Arrêté ministériel : 260
- Décision : 16
- Instruction interministérielle : 01
- Proclamation et règlement : 21

2 / CODIFICATION :

Travaux réalisés :

- Code de procédure civile,
- Code maritime,
- Code des douanes,
- Code des marchés publics,
- Code foncier.

CONCLUSION

Dans le cadre des missions et des attributions qui lui sont dévolues pour la mise en œuvre des réformes concrétisant les engagements du Président de la République, notamment la consolidation de l'Etat de droit, la consécration de la démocratie, le renforcement de la concorde civile, la réconciliation nationale et l'intégration de l'Algérie dans l'économie mondiale, le Secrétariat Général du Gouvernement veille aujourd'hui plus qu'auparavant, à renforcer son action en vue de l'adapter aux profondes mutations que connaît le pays dans les domaines de la pluralité politique, la libéralisation de l'économie et le réaménagement des structures socio-culturelles.

Devant toutes ces exigences, il convient de déployer davantage d'efforts pour renforcer les moyens humains et techniques du Secrétariat Général du Gouvernement à travers la modernisation et l'amélioration de son encadrement.

Ces efforts sont destinés à l'amélioration de ses capacités dans le traitement des données juridiques nécessaires à l'activité normative de l'Etat.